



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N° d'ordre :  
26

Séance du 2 juillet 2024

Objet

Expérimentation 100 %  
recours aux droits

Contractualisation avec  
Redon Agglomération et  
l'ensemble des partenaires  
du projet : signature de  
deux conventions

L'an deux mil vingt quatre, le deux juillet à dix-huit heures, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Redon, dûment convoqué le 17 juin 2024, s'est réuni en nombre prescrit par la loi, dans la salle des commissions de l'Hôtel de Ville sous la présidence de Monsieur Pascal Duchêne, Président du CCAS.

Président de séance : Monsieur Duchêne, Président du CCAS

Membres présents : Mesdames Fouchet, Lanson, Torlay, Abi Fadel, Denigot, Maës, Salitra, Motte-Tchernia et Gautier.

Absents excusés ayant donné mandat de vote :  
Madame Porcher qui donne pouvoir à Mme Salitra

Absents excusés n'ayant pas donné mandat de vote :  
Madame Brault  
Monsieur Lemonnier

Secrétaire de séance : Madame Nadège Périon

**Nombre des membres du  
Conseil**

En exercice	13
Présents	10
Votants	11
<b>Vote</b>	
Pour	11
Contre	0
Abstention	0

## **EXPÉRIMENTATION 100 % RECOURS AUX DROITS**

-----

### **CONTRACTUALISATION AVEC REDON AGGLOMÉRATION ET L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES DU PROJET : SIGNATURE DE DEUX CONVENTIONS**

-----

Dans le cadre de la politique d'accès aux droits sociaux du Gouvernement, l'Etat a lancé l'expérimentation « Territoires zéro non-recours » en fin d'année 2023. Après une phase d'appel à projets, 39 territoires ont été retenus, dont la candidature de Redon Agglomération, pour développer leurs initiatives et ainsi simplifier l'accès aux droits et limiter le non-recours.

Conséquence de la complexité du système de prestations sociales ou d'un manque d'information, le non-recours est un phénomène massif avec des conséquences sociales importantes. Aujourd'hui 34 % des personnes, qui ont droit au rSa, ne le demandent pas, ce qui peut faire basculer les ménages concernés dans la pauvreté ou les empêcher d'en sortir.

Dans ce contexte, le ministère en charge des Solidarités a lancé en février 2022 l'expérimentation « Territoires zéro non-recours », prévue dans la loi 3DS et inscrite dans le cadre du Pacte des solidarités, afin de simplifier et de faciliter l'accès au droit, au juste droit, des personnes.

#### Objectif de l'expérimentation

L'objectif est de faciliter et simplifier l'accès aux droits et ainsi de limiter le non-recours. L'ensemble des projets vise à développer des démarches ciblées pour repérer, informer et accompagner les personnes dans leurs droits : accès aux rSa, prime d'activité, chèque énergie, aides personnalisées au logement (APL) ainsi qu'aux services publics.

#### Au niveau local :

Initiée en septembre 2022 dans le cadre du Contrat local de Santé 2 du Pays de Redon, la stratégie territoriale proposée se démarque par :

- ✓ Un co-pilotage tripartite par le CDAS de Redon, la CPAM d'Ille-et-Vilaine et Redon Agglomération.
- ✓ Une dynamique territoriale soutenue avec la participation de la CAF d'Ille-et-Vilaine, des Msa Portes de Bretagne.

#### Objectif général :

S'assurer que l'ensemble des habitants de plusieurs quartiers ou communes du territoire de Redon Agglomération ont accès aux droits sociaux et de santé auxquels ils pourraient prétendre.

### Objectifs spécifiques :

- ✓ Permettre aux habitants de connaître les droits sociaux et de santé auxquels ils sont éligibles au regard de leur situation et de s'engager dans une démarche active d'ouverture de droits.
- ✓ Faciliter la création de lien entre les habitants et les structures ressources de droits communs du territoire.
- ✓ Contribuer à une réflexion sur les dynamiques d'aller-vers avec les dispositifs de droits communs notamment dans l'objectif de pérennisation de l'action sur les communes concernées.

Pour la commune de Redon, les quartiers de Centre-le Port et Bellevue ont été choisis.

Ces deux quartiers regroupent le plus de familles monoparentales :

- ✓ 11.1 % pour Centre-le port, et 11.7 % pour Bellevue.

A noter aussi, que ces deux quartiers regroupent aussi le plus de personnes seules :

- ✓ 65.2 % pour Centre - le port et 45 % pour Bellevue.

Pour la mise en œuvre du projet, un référent accès aux droits sera recruté par le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Redon dans le cadre de cette expérimentation pour une durée d'environ 15 mois. Il aura pour mission de mettre en œuvre des stratégies d'aller-vers sur ces deux quartiers.

### Les éléments contractuels

Compte-tenu de la situation particulière du territoire sur trois départements et au titre de sa compétence « Animation Territoriale de Santé », REDON Agglomération est le porteur administratif du territoire pour l'ensemble des partenaires.

REDON Agglomération :

- ✓ assure la coordination générale du projet sur les trois départements pour la durée totale du projet.
- ✓ reçoit la subvention de l'Etat, et est garante du projet et de l'utilisation des sommes attribuées.
- ✓ alloue par convention les montants correspondant aux frais salariaux et de fonctionnement aux structures porteuses conformément au budget défini et en fonction des acomptes reçus par l'Etat.

Pour régir l'ensemble de ces relations financières et partenariales pour un projet innovant et multi-acteurs, plusieurs conventions sont proposées à l'approbation du Conseil d'Administration :

- 1- Une convention de partenariat entre le CCAS et les partenaires du projet sur la partie Ille-et-Vilaine, à savoir : Redon Agglomération, le Département d'Ille-et-Vilaine, la Mairie de Pipriac, l'Association Iloz, la MSA Portes de Bretagne, la CPAM d'Ille-et-Vilaine, la CARSAT Bretagne, la CAF d'Ille-et-Vilaine.

Cette convention définit les engagements de chaque partenaire dans le projet.

- 2- Une convention financière entre REDON Agglomération et les porteurs des postes et frais du projet sur la partie Ille-et-Vilaine, à savoir : le CCAS de la Ville de Redon, le CCAS de Pipriac, le Département d'Ille-et-Vilaine et l'association Iloz.

Cette convention détermine les modalités de versement des sommes issues de la subvention de l'Etat.

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale,

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

Vu le décret n° 2023-602 du 13 juillet 2023 relatif à la mise en œuvre d'une expérimentation territoriale visant à réduire le non-recours aux droits sociaux,

Considérant que ce projet est une action de l'axe 1 du Projet Social Municipal : « offrir un accueil social inconditionnel », objectif deux : « participer à réduire le non-recours aux droits afin de limiter la précarité des redonnais et redonnaises ».

Considérant que le budget demandé au CCAS a été présenté aux membres du Conseil d'Administration et joint en annexe,

Après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITÉ

APPROUVE la convention de partenariat entre le CCAS et les partenaires du projet sur la partie Ille-et-Vilaine, à savoir : Redon Agglomération, le Département d'Ille-et-Vilaine, la Mairie de Pipriac, l'Association Iloz, la MSA Portes de Bretagne, la CPAM d'Ille-et-Vilaine, la CARSAT Bretagne, la CAF d'Ille-et-Vilaine.

APPROUVE la convention financière entre REDON Agglomération et les porteurs des postes et frais du projet sur la partie Ille-et-Vilaine, à savoir : le CCAS de la Ville de Redon, le CCAS de Pipriac, le Département d'Ille-et-Vilaine et l'Association Iloz.

AUTORISE le Président ou son représentant à signer lesdites conventions et tous documents s'y afférant.

Pour extrait conforme,  
Le Président,  
Pascal Duchêne



## CONVENTION FINANCIERE

### Mise en œuvre de la Phase 1 du Projet 100% Recours aux droits : Secteur d'Ille-Vilaine *Pipriac et 2 quartiers de Redon (Bellevue et Centre-Le Port)*

Entre :

**REDON Agglomération**, Établissement Public de Coopération Intercommunale dont le siège est situé 3 rue Charles Sillard – 35600 REDON, représenté par son Président, Monsieur Jean-François MARY, habilité à signer la présente convention par délibération n° CC-2024-75 du 27 mai 2024, ci-après dénommée «REDON Agglomération»,

D'une part,

Et

Le **Département d'Ille-et-Vilaine**, représentée par Madame Caroline ROGER-MOIGNEU, Vice-Présidente déléguée à l'insertion, à la lutte contre la pauvreté et aux gens du voyage, habilitée à signer la présente convention par délibération de la Commission permanente en date du 8 juillet 2024

D'autre part,

Le **CCAS de Pipriac**

Situé 13 place de la Mairie, 35550 PIPRIAC, représenté par Franck PICHOT agissant en qualité de Président, habilité à signer la présente convention par Délibération du Conseil d'administration du 11 juillet 2024,

D'autre part,

L'**association iLOZ Maison de services et de l'emploi**

Située 24 rue de l'Avenir, 35 550 Pipriac, représentée par Franck Pichot agissant en qualité de Président,

D'autre part,

Le **Centre Communal d'Action Sociale de Redon** ; Établissement Public de la Ville de Redon dont le siège est situé au 7 rue des Douves 35600 REDON, représenté par son Président, Monsieur Pascal DUCHÊNE, habilité à signer la présente convention par délibération du 2 juillet 2024 , ci-après dénommé « CCAS de Redon »,

D'autre part,

VU le Contrat Local de Santé du Pays de Redon signé le 14 décembre 2022 et son action 2.4 Démarrer une expérimentation « Territoire 100% recours aux droits »

VU la délibération N°2024\_75 du Conseil Communautaire du 27 mai 2024

VU la Convention pluriannuelle (2024-2025-2026) relative à l'expérimentation « Territoire zéro non recours – TZNR » signée avec l'Etat

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 8 juillet 2024

VU la délibération du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Redon en date du 2 juillet 2024,

VU la délibération du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la commune de Pipriac en date du 11 juillet 2024

Considérant le cahier des charges de l'appel à projets « expérimentation Territoires Zéro Non-Recours » du 31 mars 2023 ;

Considérant l'avis favorable du comité de coordination pour l'accès aux droits (COCOAD) du 6 juillet 2023 ;

Considérant l'arrêté du 4 août 2023 établissant la liste des territoires sélectionnés participant à une expérimentation territoriale visant à réduire le non-recours aux droits sociaux ;

Considérant l'instruction ministérielle n°DGCS/SD1C/2023/207 du 26 décembre 2023 relative à la mise en œuvre de l'expérimentation « Territoires Zéro Non-Recours » ;

Considérant le dossier de candidature déposé 25 mai 2023 ;

Considérant l'avis favorable du conseil Communautaire de Redon agglomération en date du 27 mai 2024

## Préambule

Co-piloté par la Cpm d'Ille-et-Vilaine, le CDAS du Pays de Redon et Redon Agglomération, ce projet est issu des travaux autour du déploiement en Bretagne de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il s'inscrit dans le cadre du deuxième contrat local de santé du Pays de Redon.

L'élaboration du **projet « 100% Recours aux droits »** a démarré sur le territoire dès septembre 2022. La construction du dispositif 100% recours aux droits s'est inspirée de l'expérimentation de Bastia, tout en s'adaptant aux réalités de REDON Agglomération, et en étant co-construite avec les membres du Groupes de travail puis du Comité de pilotage.

Il entre aujourd'hui dans le cadre de l'expérimentation nationale Territoire Zéro Non Recours aux droits, et bénéficie d'une subvention de l'Etat à hauteur de 396 795€ pour 3 ans d'expérimentation (2024-2026) représentant 80% du budget.

REDON Agglomération, du fait de la spécificité de son territoire et au titre de sa compétence « Animation territoriale de santé » a été désignée par les partenaires du projet comme le porteur administratif du territoire. Il assure la coordination générale du projet sur les 3 phases.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

### **Article 1 – Objet de la convention**

Cette convention a pour objet de définir les modalités de versement de la subvention octroyée par l'Etat en soutien de cette démarche entre le porteur administratif REDON agglomération et les partenaires s'engageant dans le portage des postes de chargé de mission 100% recours aux droits et référents accès aux droits, lors de la phase 1 du projet, qui se déroule sur le secteur d'Ille-et-Vilaine du territoire, et plus précisément sur la commune de Pipriac et 2 quartiers de Redon.

### **Article 2 – Description du projet**

L'objet est d'expérimenter sur des communes rurales et urbaines un dispositif innovant et partagé ayant pour objectif général de s'assurer que l'ensemble des habitants d'un territoire ont accès aux droits sociaux et de santé auxquels ils pourraient prétendre.

Les objectifs spécifiques sont de :

- ✓ Permettre aux habitants de connaître les droits sociaux et de santé auquel ils sont éligibles au regard de leur situation et de s'engager dans une démarche active d'ouverture de droits
- ✓ Faciliter la création de lien entre les habitants et les structures ressources de droits communs du territoire

- ✓ Contribuer à une réflexion sur les dynamiques d'allers-vers avec les dispositifs de droits communs notamment dans l'objectif de pérennisation de l'action sur les communes concernées
- ✓ Définir une méthode reproductible à d'autres communes

Les objectifs opérationnels sont :

1. Coordonner le dispositif expérimental
2. Identifier par une démarche active d'allers-vers tous les habitants d'une commune ou d'un quartier qui ne bénéficient pas de droits sociaux et de santé pour lesquels ils sont éligibles : RSA, prime d'activité, C2S, aides au logement, APA, MDPH...
3. Faciliter l'orientation vers une structure de droit commun (CCAS, CDAS, Maison France Service, France Travail, Mission locale, CLIC...) pour un accompagnement à la création des droits, ou si besoin est, proposer un accompagnement direct à la création des droits par le dispositif expérimental avec un relai progressif par la structure de droit commun
4. Assurer un suivi des ouvertures de droits, pour éviter les ruptures de parcours dans l'accès aux droits sociaux et de santé

Ce dispositif se concrétise ainsi :

- ✓ Une démarche active d'allers-vers tous les habitants de Pipriac et des 2 quartiers de Redon (Bellevue et Centre-Le Port)
- ✓ Un RDV des droits proposés aux habitants, permettant d'identifier les droits potentiellement éligibles et facilitant l'orientation ou l'accompagnement à la création des droits
- ✓ Le suivi des personnes orientées pour une ouverture de droits

L'embauche d'un référent « Accès aux droits », avec des compétences en stratégie « d'aller vers », sur 15 mois est prévue sur chaque commune.

Afin d'assurer la coordination des référents Accès aux droits et du dispositif expérimental, une ingénierie de 0,5 ETP sur 15 mois est nécessaire. Cette ingénierie sera portée par le CDAS du Pays de Redon et se concrétise par l'embauche d'un chargé de mission.

Enfin le cadre national de l'expérimentation a défini six axes prioritaires :

- ✓ Instaurer ou renforcer le travail transversal et partenarial entre les différents acteurs de l'action sociale, de l'insertion et de la lutte contre la pauvreté, afin de décloisonner l'accompagnement des bénéficiaires des aides et prestations sociales,
- ✓ Mettre en place des actions « aller-vers », avec une attention particulière sur l'inclusion numérique,
- ✓ Accompagner les pratiques professionnelles des acteurs,
- ✓ Mettre en place ou accompagner les échanges et croisements de données entre institutions,
- ✓ Inviter les publics cibles de l'expérimentation à participer à la construction du plan d'actions,
- ✓ Inclure des actions visant à favoriser l'accès au revenu de solidarité active (RSA) et à la prime d'activité (PPA).

#### **Article 4 - Engagement commun des signataires**

Les signataires s'engagent à participer à la gouvernance et à l'évaluation telle que définie dans la Convention de partenariat relative à la phase 1 du projet et à contribuer au suivi et au bilan de l'expérimentation dans les modalités définies en Comité local de suivi.

#### **Article 5 - Engagement de REDON Agglomération**

REDON Agglomération s'engage à :

- ✓ Assurer la coordination générale du projet sur les 3 phases.
- ✓ Etre le référent de l'Etat et de l'ensemble des partenaires dans la coordination, le suivi et la restitution de l'expérimentation
- ✓ Assurer le co-pilotage de la phase 1 du projet, via le service Animation territoriale de santé
- ✓ Assurer le portage administratif, notamment dans la relation avec l'Etat financeur principal
  - ⇒ Conventionner avec l'Etat
  - ⇒ Réceptionner et reverser les subventions auprès des structures portant les postes

- ⇒ Utiliser la partie de la subvention fléchée vers des prestations de service en lien avec la démarche d'aller-vers selon les modalités qui seront validées en Comité de local de suivi
- ⇒ Être garant de la bonne utilisation de la subvention et rendre des comptes auprès de l'Etat avec un bilan qualitatif et financier par phase

### Article 6 - Engagement du Département d'Ille-et-Vilaine

Le Département d'Ille-et-Vilaine s'engage à :

- ✓ Assurer le co-pilotage de la phase 1 du projet, via le Centre Départemental d'Action Sociale du Pays de Redon
- ✓ Assurer l'embauche et l'encadrement du chargé de mission 100% Recours aux droits sur un 0,5 ETP pendant une période de 15 mois.  
Les missions du chargé de mission sont les suivantes :  
Support fonctionnel aux référents Accès aux droits : Coordonner les missions des référents accès aux droits  
Partenariats : Développer et coordonner les partenariats organisationnels avec les structures de droits communs et les autres expérimentations (notamment France travail)  
Communication : Suivre la stratégie et la création des outils  
Evaluation : Construire des outils en lien avec le cadre national de l'expérimentation, Saisir et Analyser les données  
Gouvernance : Participer aux instances du projet et certaines instances nationales  
Participation des Habitants : les accompagner pour faciliter leur appropriation du projet et l'intégration dans le groupe de travail et le COPIL
- ✓ Rendre contre compte de l'affectation effective de la subvention, du respect des conditions liées à l'objet de cette expérimentation et justifier du montant total brut chargé des frais salariaux en présentant à REDON Agglomération lors d'un bilan intermédiaire puis d'un bilan final :
  - Le contrat de travail
  - Les fiches de paie
  - Un certificat administratif et budgétaire signé du représentant de la structure ou du trésorier
- ✓ Assumer les frais de fonctionnement liés à l'embauche du professionnel, valorisés à hauteur de 15% des frais salariaux, à travers la production d'une attestation sur l'honneur
- ✓ Utiliser la subvention uniquement pour les frais salariaux de la chargée de mission et ne pas reverser la subvention à une autre structure
- ✓ Restituer la subvention à REDON Agglomération en cas de trop perçu afin que REDON Agglomération restitue la subvention à l'Etat
- ✓ Recueillir les données nécessaires aux bilans quantitatifs et qualitatifs dans les délais et formes imparties dans le cadre du conventionnement de REDON Agglomération avec l'Etat, et participer activement à leur rédaction.

### Article 7 - Engagement de la Mairie de Pipriac

La Mairie de Pipriac s'engage à :

- ✓ Assumer les frais de fonctionnement liés à l'embauche du référent Accès aux droits par l'association illoz, valorisés à hauteur de 15% des frais salariaux et à les reverser à illoz
- ✓ Justifier de ce montant par une attestation de co-financement

### Article 8 - Engagement de l'association iLOZ

L'association iLOZ s'engage à :

- ✓ Rendre contre compte de l'affectation effective de la subvention, du respect des conditions liées à l'objet de cette expérimentation
- ✓ Assurer l'embauche et l'encadrement d'un référent Accès aux droits sur un ETP pendant une période de 15 mois  
Les missions du référent Accès aux droits sont les suivantes :

- ⇒ Promouvoir le dispositif 100% recours aux droits auprès des foyers (participation aux événements locaux, affiche, flyers, phoning...)
- ⇒ Faire des permanences /actions d'aller-vers en lien avec des partenaires
- ⇒ Planifier les RDV avec les foyers souhaitant rentrer dans l'expérimentation (à domicile ou sur des lieux dédiés)
- ⇒ Réaliser les RDV des droits
- ⇒ Orienter vers les dispositifs de droits communs et accompagner si besoin les foyers vers ses dispositifs
- ⇒ Planifier si besoin les RDV pour les temps fort ouvertures de droits organisés conjointement par des partenaires (ex : CPAM/CAF/MSA)
- ⇒ Réaliser le suivi des ouvertures de droits
- ⇒ Participer aux instances du projet
- ⇒ Recueillir les données nécessaires à l'évaluation
- ✓ Rendre contre compte de l'utilisation de la subvention et justifier du montant total brut chargé des frais salariaux en présentant à REDON Agglomération lors d'un bilan intermédiaire puis d'un bilan final :
  - Le contrat de travail
  - Les fiches de paie
  - Un certificat administratif et budgétaire signé du représentant de la structure ou du trésorier
- ✓ Utiliser la subvention uniquement pour les frais salariaux du référent Accès aux droits et ne pas reverser la subvention à une autre structure
- ✓ Restituer la subvention à REDON Agglomération en cas de trop perçu afin que REDON Agglomération restitue la subvention à l'Etat
- ✓ Recueillir les données nécessaires aux bilans quantitatifs et qualitatifs dans les délais et formes imparties dans le cadre du conventionnement de REDON Agglomération avec l'Etat, et participer activement à leur rédaction.

### Article 9 - Engagement du CCAS de Redon

Le CCAS de Redon s'engage à :

- ✓ Rendre contre compte de l'affectation effective de la subvention, du respect des conditions liées à l'objet de cette expérimentation
- ✓ Assurer l'embauche et l'encadrement d'un référent Accès aux droits sur un ETP pendant une période de 15 mois (la durée du contrat sera fixée dans la limite de la subvention allouée pour couvrir les frais salariaux).

Les missions du référent Accès aux droits sont les suivantes :

- ⇒ Promouvoir le dispositif 100% recours aux droits auprès des foyers (boitage, courrier, affiche, flyers, phoning...)
- ⇒ Faire des permanences /actions d'aller-vers en lien avec des partenaires
- ⇒ Planifier les RDV avec les foyers souhaitant rentrer dans l'expérimentation (à domicile ou sur des lieux dédiés)
- ⇒ Réaliser les RDV des droits
- ⇒ Orienter vers les dispositifs de droits communs et accompagner si besoin les foyers vers ses dispositifs
- ⇒ Planifier si besoin les RDV pour les temps fort ouvertures de droits organisés conjointement par des partenaires (ex : CPAM/CAF/MSA)
- ⇒ Réaliser le suivi des ouvertures de droits
- ⇒ Participer aux instances du projet
- ⇒ Recueillir les données nécessaires à l'évaluation
- ✓ Rendre contre compte de l'utilisation de la subvention et justifier du montant total brut chargé des frais salariaux en présentant à REDON Agglomération lors d'un bilan intermédiaire puis d'un bilan final :
  - Le contrat de travail
  - Les fiches de paie
  - Un certificat administratif et budgétaire signé du représentant de la structure ou du trésorier

- ✓ Assumer les frais de fonctionnement liés à l'embauche de la personne, valorisés à hauteur de 15% des frais salariaux, à travers la production d'une attestation sur l'honneur
- ✓ Utiliser la subvention uniquement pour les frais salariaux du référent Accès aux droits et ne pas reverser la subvention à une autre structure
- ✓ Restituer la subvention à REDON Agglomération en cas de trop perçu afin que REDON Agglomération restitue la subvention à l'Etat
- ✓ Recueillir les données nécessaires aux bilans quantitatifs et qualitatifs dans les délais et formes imparties dans le cadre du conventionnement de REDON Agglomération avec l'Etat, et participer activement à leur rédaction.

## Article 10 – Modalités financières

La subvention pour la phase 1 du projet est de 132 265 €.

Elle est fléchée à hauteur de :

- ⇒ 31 245 € sur le poste de chargé de mission 100% Recours aux droits sur un 0,5 ETP pendant une période de 15 mois.
- ⇒ 50 000 € sur le poste de référent Accès aux droits sur un ETP pendant une période de 15 mois par iLOZ
- ⇒ 50 000 € sur le poste de référent Accès aux droits sur un ETP pendant une période de 15 mois par le CCAS de Redon
- ⇒ 1 020 € sur une Stratégie de mobilisation autre avec prestataires

- ✓ REDON Agglomération reversera l'intégralité de l'acompte de la subvention de l'Etat fléchée sur les frais salariaux à réception de celui-ci au Département d'Ille-et-Vilaine, à iLOZ et au CCAS de Redon proportionnellement au pourcentage que représente l'acompte. Le versement de l'acompte est prévu en 2024.
- ✓ Sur la base du calendrier défini, chaque année, l'ensemble des partenaires financiers devront transmettre les justificatifs financiers tels que définis dans les articles liés à leur engagement afin que REDON Agglomération puisse établir le bilan annuel et le transmettre à l'Etat.
- ✓ Le mois suivant la fin de l'expérimentation, l'ensemble des partenaires financiers devront transmettre les justificatifs financiers et les données nécessaires au bilan qualitatif et à l'évaluation nationale tels que définis dans les articles liés à leur engagement afin que REDON Agglomération puisse établir le bilan financier global et le transmettre à l'Etat.

Cette organisation pour le bilan financier intermédiaire et final implique que :

- ✓ Le bilan financier ne pourra être établi tant que l'ensemble des partenaires financiers n'aura pas transmis les justificatifs financiers attendus
- ✓ Pour le CDAS du Pays de Redon, iLOZ et le CCAS de Redon un délai pouvant s'échelonner sur quelques mois entre la fin de l'expérimentation et le versement du solde.

## Article 10 – Durée

La convention est signée pour une durée de 3 ans du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2026

## Article 11 – Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention.

## **Article 12 : Résiliation – différends et litiges**

Tout différend né de l'existence, de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention devra faire l'objet d'une tentative de règlement amiable. À défaut d'accord, il pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Rennes.

## **Article 13 : Election de domicile**

Pour cette présente convention, les parties font élection de domicile à :  
REDON Agglomération – 3 rue Charles Sillard – 35600 REDON

Fait en 5 exemplaires originaux  
Nombre d'annexes : 0

À Redon, le 10 juin 2024

Pour **REDON Agglomération**  
Le Président  
Jean-François MARY

Pour le **Département d'Ille-et-Vilaine**  
La Vice-Présidente,  
Caroline ROGER-MOIGNEU

Pour Le **CCAS de Pipriac**  
Le Président,  
Franck PICHOT

Pour le **CCAS de Redon**  
Le Président,  
Pascal DUCHÊNE

Pour l'**association iLOZ**  
Le Président,  
Franck PICHOT

## CONVENTION DE PARTENARIAT

### Mise en œuvre de la Phase 1 du Projet 100% Recours aux droits : Pipriac et 2 quartiers de Redon (Bellevue et Centre-Le Port)

Entre :

**REDON Agglomération**, Établissement Public de Coopération Intercommunale dont le siège est situé 3 rue Charles Sillard – 35600 REDON, représenté par son Président, Monsieur Jean-François MARY, habilité à signer la présente convention par délibération n° CC-2024-76 du 27 mai 2024, ci-après dénommée «REDON Agglomération»,

D'une part,

Et

Le **Département d'Ille-et-Vilaine**, représentée par Madame Caroline ROGER-MOIGNEU, Vice-Présidente déléguée à l'insertion, à la lutte contre la pauvreté et aux gens du voyage, habilitée à signer la présente convention par délibération de la Commission permanente en date du 8 juillet 2024

D'autre part,

Le **CCAS de Pipriac**

Situé 13 place de la Mairie, 35550 PIPRIAC, représenté par Franck PICHOT agissant en qualité de Président, habilité à signer la présente convention par Délibération du Conseil d'administration du 11 juillet 2024,

D'autre part,

L'**association iLOZ Maison de services et de l'emploi**

Située 24 rue de l'Avenir, 35 550 Pipriac, représentée par Franck Pichot agissant en qualité de Président,

D'autre part,

Le **Centre Communal d'Action Sociale de Redon** ; Établissement Public de la Ville de Redon dont le siège est situé au 7 rue des Douves 35600 REDON, représenté par son Président, Monsieur Pascal DUCHÊNE, habilité à signer la présente convention par délibération du 2 juillet 2024, ci-après dénommé « CCAS de Redon »,

D'autre part,

La **Mutualité Sociale Agricole Porte de Bretagne**

Situé La porte de Ker Lann, Rue Charles Coude, 35170 Bruz, représentée par Marine MAROT agissant en qualité de Directrice Générale,

D'autre part,

La **Caisse Primaire d'Assurance Maladie d'Ille-et-Vilaine**

Situé 7 cours des alliés, 35 024 RENNES Cédex 9, représentée par Jean-Baptiste CALCOEN agissant en qualité de Directeur,

D'autre part,

## La CARSAT Bretagne

Situé 236 rue de Châteaugiron 35030 Rennes, représentée par Monsieur Laurent JALADEAU agissant en qualité de Directeur,

D'autre part,

VU le Contrat Local de Santé du Pays de Redon signé le 14 décembre 2022

VU la délibération N°2024\_76 du Conseil Communautaire du 27 mai 2024

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 8 juillet 2024

VU la délibération du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Redon en date du 2 juillet 2024,

VU la délibération du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la commune de Pipriac en date du 8 juillet 2024

### Préambule

Co-piloté par la Cpm d'Ille-et-Vilaine, le CDAS du Pays de Redon et Redon Agglomération, ce projet est issu des travaux autour du déploiement en Bretagne de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il s'inscrit dans le cadre du deuxième contrat local de santé du Pays de Redon.

L'élaboration du **projet « 100% Recours aux droits »** a démarré sur le territoire dès septembre 2022. La construction du dispositif 100% recours aux droits s'est inspirée de l'expérimentation de Bastia, tout en s'adaptant aux réalités de REDON Agglomération, et en étant co-construite avec les membres du Groupes de travail puis du Comité de pilotage.

Il entre aujourd'hui dans le cadre de l'expérimentation nationale Territoire Zéro Non Recours aux droits, et bénéficie d'une subvention de l'Etat à hauteur de 396 795€ cumulés pour trois années (2024,2025, 2026). Ceci concerne les 3 phases du projet (une phase de 15 mois sur chaque secteur départemental du territoire), représentant 80% du budget.

REDON Agglomération, du fait de sa spécificité territoriale et au titre de sa compétence « Animation territoriale de santé » a été désignée par les partenaires du projet comme le porteur administratif du territoire. Il assure la coordination générale du projet sur les 3 phases.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 – Objet de la convention**

Cette convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le porteur administratif REDON agglomération et les partenaires ayant une contribution financière, qu'elle soit monétaire ou non monétaire, à la phase 1 du projet qui se déroule sur le secteur d'Ille-et-Vilaine du territoire, et plus précisément sur la commune de Pipriac et 2 quartiers de Redon.

#### **Article 2 – Description du projet**

L'objet est d'expérimenter sur des communes rurales et urbaines un dispositif innovant et partagé ayant pour objectif général de s'assurer que l'ensemble des habitants d'un territoire ont accès aux droits sociaux et de santé auxquels ils pourraient prétendre.

Les objectifs spécifiques sont de :

- ✓ Permettre aux habitants de connaître les droits sociaux et de santé auquel ils sont éligibles au regard de leur situation et de s'engager dans une démarche active d'ouverture de droits
- ✓ Faciliter la création de lien entre les habitants et les structures ressources de droits communs du territoire
- ✓ Contribuer à une réflexion sur les dynamiques d'allers-vers avec les dispositifs de droits communs notamment dans l'objectif de pérennisation de l'action sur les communes concernées
- ✓ Définir une méthode reproductible à d'autres communes

Les objectifs opérationnels sont :

1. Coordonner le dispositif expérimental
2. Identifier par une démarche active d'allers-vers tous les habitants d'une commune ou d'un quartier qui ne bénéficient pas de droits sociaux et de santé pour lesquels ils sont éligibles : RSA, prime d'activité, C2S, aides au logement, APA, MDPH...
3. Faciliter l'orientation vers une structure de droit commun (CCAS, CDAS, Maison France Service, France Travail, Mission locale, CLIC...) pour un accompagnement à la création des droits, ou si besoin est, proposer un accompagnement direct à la création des droits par le dispositif expérimental avec un relai progressif par la structure de droit commun
4. Assurer un suivi des ouvertures de droits, pour éviter les ruptures de parcours dans l'accès aux droits sociaux et de santé

Ce dispositif se concrétise ainsi :

- ✓ Une démarche active d'allers-vers tous les habitants de Pipriac et des 2 quartiers de Redon (Bellevue et Centre-Le Port)
- ✓ Un RDV des droits proposés aux habitants, permettant d'identifier les droits potentiellement éligibles et facilitant l'orientation ou l'accompagnement à la création des droits
- ✓ Le suivi des personnes orientées pour une ouverture de droits

L'embauche d'un référent « Accès aux droits », avec des compétences en stratégie « d'allers vers », sur 15 mois est prévue sur chaque commune.

Afin d'assurer la coordination des référents Accès aux droits et du dispositif expérimental, une ingénierie de 0,5 ETP sur 15 mois est nécessaire. Cette ingénierie sera portée par le CDAS du Pays de Redon et se concrétise par l'embauche d'un chargé de mission.

Enfin le cadre national de l'expérimentation a défini six axes prioritaires :

- ✓ Instaurer ou renforcer le travail transversal et partenarial entre les différents acteurs de l'action sociale, de l'insertion et de la lutte contre la pauvreté, afin de décloisonner l'accompagnement des bénéficiaires des aides et prestations sociales,
- ✓ Mettre en place des actions « aller-vers », avec une attention particulière sur l'inclusion numérique,
- ✓ Accompagner les pratiques professionnelles des acteurs,
- ✓ Mettre en place ou accompagner les échanges et croisements de données entre institutions,
- ✓ Inviter les publics cibles de l'expérimentation à participer à la construction du plan d'actions,
- ✓ Inclure des actions visant à favoriser l'accès au revenu de solidarité active (RSA) et à la prime d'activité (PPA).

### Article 3 – Gouvernance du projet

- ✓ Le co-pilotage du projet est assuré par la CPAM 35, le CDAS Pays de Redon et REDON Agglomération
- ✓ Le portage administratif du projet est assuré par REDON Agglomération
- ✓ Le Comité de suivi local a pour mission de :
  - Décider et débattre autour des enjeux stratégiques identifiés
  - Valider les orientations stratégiques et techniques

Il se réunit une fois par trimestre et est composé des responsables et élus des structures suivantes suivants : REDON Agglomération, CPAM 35, CDAS Pays de Redon, Département 35, commune de

Redon et son CCAS, commune de Pipriac, iLOZ, services de l'État, France Travail, organismes de protection sociale, Mission locale, Néotoa, d'habitants, associations  
Il est co-présidé par la Vice-Présidente déléguée à la Petite Enfance Santé Autonomie à REDON Agglomération, le maire de Pipriac et un élu de la Ville de Redon

- ✓ L'équipe projet a pour mission de
  - Identifier les enjeux stratégiques à débattre en COPIL et opérationnels en Groupe de travail
  - Proposer des orientations techniques

Elle est composée des trois co-pilotes, de la CAF 35, de la MSA Porte de Bretagne et de la Carsat Bretagne

- ✓ Le groupe de travail a pour missions de :

- Décide des axes opérationnels
- Co-construit et met en œuvre le projet

Il est composé des membres de l'équipe projet, des techniciens des membres du Comité local de suivi, d'associations du territoire et d'habitants.

### **Article 5 - Engagement commun des signataires**

Les signataires s'engagent à participer à la gouvernance telle que définie dans l'article 4 et contribuer au suivi et au bilan de l'expérimentation dans les modalités définies en Comité local de suivi.

### **Article 6 - Engagement de REDON Agglomération**

REDON Agglomération s'engage à :

- ✓ Assurer la coordination générale du projet sur les 3 phases.
- ✓ Etre le référent de l'Etat et de l'ensemble des partenaires dans la coordination, le suivi et la restitution de l'expérimentation
- ✓ Assurer le co-pilotage de la phase 1 du projet, via le service Animation territoriale de santé
- ✓ Assurer le portage administratif, notamment dans la relation avec l'Etat financeur principal

### **Article 7 - Engagement du Département d'Ille-et-Vilaine**

Le Département d'Ille-et-Vilaine s'engage à :

- ✓ Assurer le co-pilotage de la phase 1 du projet, via le Centre Départemental d'Action Sociale du Pays de Redon
- ✓ Assurer l'embauche et l'encadrement du chargé de mission 100% Recours aux droits sur un 0,5 ETP pendant une période de 15 mois selon les conditions établies dans la convention financières relatives à la phase 1 du projet
- ✓ Assurer un suivi précis de l'activité tant quantitatif que qualitatif permettant de tirer des enseignements de l'expérimentation
- ✓ Assurer les impressions via l'imprimerie départementale d'à minima 9400 flyers et 200 affiches, dont la moitié ciblée sur Pipriac et l'autre moitié sur les 2 quartiers de Redon

### **Article 8 - Engagement de la Mairie de Pipriac**

La Mairie de Pipriac s'engage à :

- ✓ Assurer la création graphique des outils de communication (affiche et flyers) en prenant à sa charge la moitié du temps de travail nécessaire au chargé de communication pour le faire
- ✓ Assumer les frais de fonctionnement liés à l'embauche de la personne par l'association Illoz, valorisés à hauteur de 15% des frais salariaux selon les conditions établies dans la convention financières relatives à la phase 1 du projet

### **Article 9 - Engagement de l'association iLOZ**

L'association iLOZ s'engage à :

- ✓ Assurer l'embauche et l'encadrement d'un référent Accès aux droits sur un ETP pendant une période de 15 mois selon les conditions établies dans la convention financières relatives à la phase 1 du projet
- ✓ Assurer un suivi précis de l'activité tant quantitatif que qualitatif permettant de tirer des enseignements de l'expérimentation

### **Article 10 - Engagement du CCAS de Redon**

Le CCAS de Redon s'engage à :

- ✓ Assurer l'embauche et l'encadrement d'un référent Accès aux droits sur un ETP pendant une période de 15 mois selon les conditions établies dans la convention financières relatives à la phase 1 du projet
- ✓ Assumer les frais de fonctionnement liés à l'embauche de la personne, valorisés à hauteur de 15% des frais salariaux selon les conditions établies dans la convention financières relatives à la phase 1 du projet
- ✓ Assurer un suivi précis de l'activité tant quantitatif que qualitatif permettant de tirer des enseignements de l'expérimentation
- ✓ Assurer la création graphique des outils de communication (affiche et flyers) en prenant à sa charge la moitié du temps de travail nécessaire au chargé de communication pour le faire

### **Article 11 - Engagement de la Mutualité Sociale Agricole Porte de Bretagne**

La MSA Porte de Bretagne s'engage à :

- ✓ Assurer des permanences au minimum une demi-journée toutes les deux semaines sur chaque commune pendant 12 mois en prenant à sa charge le temps de travail des agents nécessaire

### **Article 12 - Engagement la Caisse Primaire d'Assurance Maladie d'Ille-et-Vilaine**

La CPAM d'Ille-et-Vilaine s'engage à :

- ✓ Assurer le co-pilotage de la phase 1 du projet,
- ✓ Assurer des temps fort ouverture de droits et/ou des travaux relatifs aux échanges de données à hauteur de 11 jours minimum, en prenant à sa charge le temps de travail des agents nécessaire

### **Article 13 - Engagement de la CARSAT Bretagne**

La CARSAT Bretagne s'engage à :

- ✓ Assurer des temps fort ouverture de droits à hauteur à minimum d'une demi-journée sur Pipriac et sur les deux quartiers de Redon par trimestre, en prenant à sa charge le temps de travail des agents nécessaire

### **Article 14 - Communication**

Les chartes des outils de communication devront être conformes au cadre national.

Les logos du financeur (Etat notamment) et des signataires ainsi que du CLS 2 devront être visibles sur les outils sauf exception d'un commun accord.

Les publications d'articles (ex : Magazine REDON Agglomération) ou présentations formalisées (par exemple sur des temps régionaux), et supports de communication concernant l'outil devront être préparés et/ou validés en collaboration avec l'équipe projet.

### **Article 15 – Durée**

La convention est signée pour une durée de 3 ans du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2026.

### **Article 16 – Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention.

### **Article 17 : Résiliation – différends et litiges**

Tout différend né de l'existence, de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention devra faire l'objet d'une tentative de règlement amiable. À défaut d'accord, il pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Rennes.

## Article 18 : Election de domicile

Pour cette présente convention, les parties font élection de domicile à :  
REDON Agglomération – 3 rue Charles Sillard – 35600 REDON

Fait en 8 exemplaires originaux  
Nombre d'annexes : 0

À Redon, le 10 juin 2024

Pour **REDON Agglomération**  
Le Président  
Jean-François MARY

Pour le **Département d'Ille-et-Vilaine**  
La Vice-Présidente,  
Caroline ROGER-MOIGNEU

Pour Le **CCAS de Pipriac**  
Le Président,  
Franck PICHOT

Pour le **CCAS de Redon**  
Le Président,  
Pascal DUCHÊNE

Pour l'**association iLOZ**  
Le Président,  
Franck PICHOT

Pour la **Mutualité Sociale Agricole Porte de Bretagne**  
La Directrice Générale  
Marine MAROT

Pour la **CARSAT Bretagne**  
Le Directeur  
Laurent JALADEAU agissant en qualité de Directeur,

Pour la **Caisse Primaire d'Assurance Maladie d'Ille-et-Vilaine**  
Le Directeur  
Jean-Baptiste CALCOEN

Envoyé en préfecture le 08/07/2024

Reçu en préfecture le 08/07/2024

Publié le

ID : 035-263502221-20240703-D\_2024\_26-DE